

Conférence de Presse du Groupe Communiste et Républicain du Conseil Régional Nord Pas-de-Calais

Objet : Bilan du Mandat – Budget 2010

Mardi 15 décembre 2009 - 11h00

Nous arrivons au terme de la mandature de l'Assemblée Régionale. Comme vous le savez, le groupe Communiste et Républicain a adopté, au cours de cette séquence politique, une posture iconoclaste en ne participant pas à l'Exécutif Régional tout en étant au sein de la majorité de gauche.

Cette originalité a permis de construire une conflictualité positive pour que la gauche reste bien à gauche en aboutissant, parfois, sur la mise en œuvre de dispositifs novateurs visant à lutter concrètement contre l'insécurité sociale qui touche cruellement notre région.

Donc, dans la majorité de gauche de l'Institution Régionale, sans toutefois partager un certain nombre d'orientations qui visaient à accompagner les politiques gouvernementales libérales de manière volontariste car cela est antinomique avec les idéaux de gauche.

Pour illustrer mon propos, comme vous le savez très certainement, la stratégie de Lisbonne définit les orientations européennes en matière de développement économique et social qui sont ensuite déclinées sur les territoires des régions par le biais des Contrats de projets Etat-Région.

La logique imposée par cette stratégie d'inspiration libérale, oblige les régions à entraîner encore plus leurs territoires et leurs forces vives dans le soutien à la rentabilité financière des groupes transnationaux et à leur guerre économique mondialisée.

Malheureusement, cette stratégie a été validée par l'Exécutif régional alors que nos populations ont rejeté massivement cette orientation lors du référendum sur la Constitution.

Concrètement les politiques régionales, ont avancé conformément aux échéances fixées par la Commission Européenne dans un cadre défini par la Stratégie de Lisbonne qui vise à répondre aux enjeux de la mondialisation.

Cette stratégie se tourne essentiellement vers des enjeux d'innovation et de compétitivité.

Notre vision personnelle de cette stratégie nous semble correspondre à un concept dépassé.

Il ne sert à rien d'adapter nos économies à la mondialisation si on ne change pas la conception même de la mondialisation qui est aujourd'hui entièrement basée sur le profit, la spéculation financière, la marchandisation, la mise en concurrence exacerbée de nos territoires.

La question de la croissance ne peut résider sur un accroissement indifférencié et incontrôlé des biens et des services au détriment des équilibres écologiques, de la montée des besoins factices et des inégalités. C'est pourquoi, il est urgent de définir un nouveau mode de développement social et écologique.

Il est vrai que la Région agit dans un cadre déterminé et qu'à ce titre, elle doit pouvoir définir une stratégie de développement tout en essayant de faire bouger les lignes politiques pour toujours mieux répondre aux attentes sociales et économiques de ses territoires.

Nous avons pu constater qu'au cours de ce mandat, l'Exécutif régional n'a pas réellement voulu engager un processus de lutte pour tenter de modifier les orientations imposées par l'Etat UMP et l'Union Européenne.

On le voit, concrètement, avec les pôles de compétitivité pilotés par l'Etat et l'Europe dont les orientations visent à augmenter la croissance financière des transnationales. D'ailleurs, ces orientations sont contraires à l'esprit initial qui se situait dans une volonté collective de booster l'emploi par l'innovation.

Dans ce cadre imposé, la Région a suivi cette logique en intervenant financièrement en faveur de ces pôles, sans essayer d'agir pour obtenir des objectifs de création d'emplois et sans revendiquer l'exigence d'intégrer les élus et les partenaires sociaux aux gouvernances stratégiques des différents pôles.

Nous pensons toujours que face à l'insécurité sociale, durable et persistante qui frappe durement notre Région, il est de notre devoir d'agir, d'innover pour sortir des logiques économiques qui privilégient la rentabilité financière au détriment des besoins humains.

Si la région ne dispose pas de tous les outils pour agir, elle peut toutefois être un lieu pertinent pour mettre en œuvre des mesures préventives et offensives face aux méfaits du capitalisme financier. Certes, la région subit les effets néfastes d'une politique nationale et internationale qui déstructure socialement et économiquement nos territoires. Mais ses équipements structurels, sa jeunesse, sa main d'œuvre disponible et riche d'un véritable savoir-faire, sa culture industrielle et ses compétences doivent lui permettre de prétendre à l'excellence sociale et économique.

Au delà de ce constat politique, le groupe communiste ne s'est pas pour autant cantonné dans une posture tribunicienne, et a permis des avancées concrètes qui sont à mettre à l'actif du groupe dans de nombreux domaines :

- création d'un dispositif « Sécurité Emploi Formation qui a pour objectif de fluidifier les parcours professionnels des actifs dans des actions formation-emploi
- Mise en œuvre d'un plan régional de développement de l'artisanat
- Création d'une commission extra-régionale de suivi des aides économiques accordées aux entreprises
- Mise en place d'un service public de la formation professionnelle
- Etude de préfiguration pour la création d'une agence de notation sociale des entreprises qui aura pour objectif d'obtenir une lisibilité sur les choix et les options des décideurs économiques, mais aussi pour valoriser les bonnes pratiques des entreprises régionale
- Création d'une école de la deuxième chance en faveur des jeunes en grande difficulté.
- Création d'un budget jeunesse en 2006
- Revalorisation des crédits d'investissements pour la recherche

- Intégration de nombreux amendements de le cadre des schémas transports et développement économique
- Lycées intégration de 450 emplois TOS titulaires à temps plein sur 3 ans
- Pour l'enseignement supérieur nous avons obtenu un renforcement de l'aide à la mobilité
- Sur le volet culture nous avons toujours veillé à maintenir le budget culture à niveau par le biais d'amendements correspondant à 6 millions d'euros sur le mandat, par le soutien à la création et aux actions des territoires
- Relèvement successif du montant du chèque lire pour les lycéens.

Par ailleurs, nous n'avons pas hésité, au cours du mandat, à faire valoir nos désaccords et les points d'achoppement avec l'exécutif régional sur un certain nombre de grands dossiers, à commencer par le refus de l'exécutif de mener un combat sur la décentralisation des compétences nouvelles dévolues aux régions sans avoir de réelles capacités financières pour les assumer.

- Au niveau de la Santé, nous avons dénoncé les conditions de l'intégration de la Région dans l'ARH sans réel pouvoir de décision alors que l'état était défaillant. Nous avons avancée l'idée d'une remise à niveau du système sanitaire régional avec un plan d'urgence pour le Nord pas de Calais, avec des moyens pour les établissements publics, une mise en réseau, un rattrapage de la démographie médicale (via un volet sanitaire dans le contrat de plan état région)

-Au niveau des transports, nous avons défendu l'idée de mener une bataille sur les surcoûts imposés par R.F.F. plutôt que de les accompagner, et de refuser la dégradation des services offerts aux usagers des transports régionaux : Régionalisation de la ligne Calais Strasbourg, fermetures de gares, de lignes régionales et TGV ...

Nous avons dénoncé la régionalisation des aéroports et des ports dont l'exécutif a anticipé la décentralisation

-Sur le mode de financement du Louvre-Lens, si nous avons toujours été favorables au principe de l'installation en région d'un tel établissement, nous avons pointé l'absence participation de l'état à un projet d'envergure nationale, le choix du projet par le président de région qui a entraîné des surcoûts important (on est passé de 110 à 127 millions) et des retards dans la réalisation...

Budget Régional

De 2004 à 2009, le champ d'action régional s'est amplifié de façon très significative, avec un budget régional global d'environ 1,3 milliards d'euros en début de mandat, et qui dépasse la barre des deux milliards aujourd'hui.

Cette montée en puissance de la région dans les politiques publiques est bien sûr largement liée à la nouvelle phase de décentralisation amorcée en 2004, et aux compétences transférées, mais également aux prises de compétence dites « facultatives », et à l'anticipation par l'exécutif de la décentralisation avant les échéances fixées par la loi. Le bilan apparente plus à des transferts de charges mal compensés qu'à l'affirmation d'une volonté forte de vraie décentralisation des compétences.

Le groupe communiste a systématiquement défendu le principe d'une compensation intégrale des compétences transférées. L'état UMP laisse à la région Nord Pas-de-Calais une ardoise d'environ 60 millions d'euros depuis 2005 à la région Nord Pas-de-Calais.

A ce manque à gagner peut s'ajouter la faible revalorisation d'année en année des dotations globales de fonctionnement, alors que la situation sociale, économique et sanitaire de la région Nord Pas-de-Calais aurait justifié des moyens inégalitaires en notre faveur.

L'accompagnement de la décentralisation s'est traduit par une hausse de la fiscalité particulièrement forte en début de mandat, où l'exécutif a fait le choix de faire peser sur la fiscalité l'anticipation des prises de compétences à venir, alors que le niveau d'endettement régional aurait permis de recourir à l'emprunt. De 2004 à 2009, le taux régional pour la taxe professionnelle est passé de 3 à 3,8%, soit une progression de 24%, et il est passé de 3,1 à 3,8 pour la taxe foncière, soit une progression de 21%.

Dans les discussions budgétaires, les conseillers régionaux communistes ont toujours combattu la hausse de la fiscalité pour les ménages, tout comme ils ont dénoncé la mise en place de la taxe sur les produits pétroliers, pour lequel la part régionale a été portée au maximum.

Les régions, demain, auront à faire face à la suppression annoncée de la Taxe professionnelle, mal compensée par les projets de taxe carbone, injuste socialement et inefficace écologiquement.

La taxe professionnelle, c'est 70% de la fiscalité directe de la région, soit 17% des recettes totales. Rappelons que la taxe professionnelle avait déjà été plafonnée par la droite, avec pour la seule année 2009 un manque à gagner de 20 millions d'euros pour le Nord Pas-de-Calais.

Même si on compense au centime près, ce qui est loin d'être acquis, cette mesure alliée au projet de réforme territoriale, où figurent la suppression de fait de l'échelon départemental et la fin de la clause de compétence générale, marque la fin du principe de libre administration des collectivités.

Concernant le budget 2010 pour lequel la discussion s'ouvre demain, nous constatons que les taux fiscaux sont inchangés par rapport à l'année précédente.

Dans l'optique de la suppression de la T.P, 2010 est une année de transition.

Il n'y a pas de visibilité totale sur la pérennité des recettes à partir de 2011, même si les dispositifs de substitution sont annoncés.

Les concours de l'Etat sont bien en dessous de l'inflation.

Les prévisions d'autofinancement continuent de décroître.

Les dépenses de fonctionnements ne progressent que de 0,94%.

Les moyens dévolus aux politiques régionales, s'établissent à hauteur de 634 Millions d'euros en investissement et à 873 Millions d'euros en fonctionnement.

Voilà le cadre budgétaire 2010, dans lequel les élus régionaux devront se prononcer.

Pour cet exercice, le groupe communiste envisage de déposer 11 amendements sur différentes thématiques en redéployant des fonds financiers alloués aux pôles de compétitivité et aux transnationales dans le cadre du Fonds Spécial d'Implantation.

Notre posture de vote se déterminera en fonction de l'acceptation de ces amendements.